

RAPPORT ANNUEL

2006

SOMMAIRE

MOT DU PRESIDENT

I. - PRESENTATION DU FAGACE

II. - ORGANES

III. - CONTEXTE ECONOMIQUE ET SITUATION EN AFRIQUE

IV. - ACTIVITES DE L'EXERCICE

4.1. - Réunions des Instances

4.2. - Activités de la Direction Générale

4.2.1. - Activités administratives

4.2.1.1. - *Organisation des services*

4.2.1.2. - *Formation*

4.2.2. - Activités Juridiques

4.2.3. - Travaux d'extension du siège

4.2.4 - Activités opérationnelles

4.2.4.1. - *Identification de projets*

4.2.4.2. - *Evaluation de projets*

4.2.4.3. - *Approbations nouvelles*

4.2.4.4 - *Bilan des interventions*

4.2.4.5 - *Suivi des projets*

4.2.5. - Coopération et Communication

4.2.6. - Situation financière

4.2.6.1. - *Bilan et comptes annexes*

4.2.6.2. - *Exécution du budget*

4.2.6.3. - *Vérification interne et externe*

V. - ANNEXES

5.1. - Organigramme

5.2. - Bilan des interventions

5.3. - Bilan et comptes de résultat

5.4. - lettre de certification du Commissaire aux comptes

LISTE DES SIGLES

AA	Africaine des Assurances
AFD	Agence Française de Développement
AIAFD	Association des Institutions Africaines de Financement du Développement
AIRFD	Association des Institutions Régionales et sous-Régionales de Financement du Développement
ALG	Autorité du Liptako-Gourma
ASE	Structure d'Appui aux Services et Entreprises
BACB	Banque Agricole et Commerciale du Burkina
BACI	Banque Atlantique de Côte d'Ivoire
BAD	Banque Africaine de Développement
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BCB	Banque Commerciale du Burkina
BCDI	Bank de Commerce, de Développement et d'Industrie
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BCR	Banque Commerciale du Rwanda
BDEAC	Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BIA-NIGER	Banque Internationale pour l'Afrique au Niger
BIAO	Banque Internationale pour l'Afrique de l'Ouest
BIB	Banque Internationale du Burkina
BIBE	Banque Internationale du Bénin
BICIA-B	Banque Internationale pour le Commerce, l'Industrie et l'Agriculture du Burkina
BICIS	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal
BID	Banque Islamique de Développement
BFA	Banque pour le Financement de l'Agriculture
BNDA	Banque Nationale pour le Développement Agricole
BOA	Bank Of Africa
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
BR	Banque de Règlement
BRD	Banque Rwandaise de Développement
BRIC	Banque Régionale d'Investissement de la CEDEAO
BRVM	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BSIC	Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce
BST	Banque Sénégal-Tunisienne
BTCI	Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie
CAA	Caisse Autonome d'Amortissement

C2A	Compagnie Africaine d'Assurances
CAC	Crédit Agricole Consultant
CDE	Centre pour le Développement de l'Entreprise
CBAO	Compagnie Bancaire pour l'Afrique de l'Ouest
CEDEAO	Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEN-SAD	Communauté des Etats Sahélo-Sahariens
CEMAC	Communauté Economique Monétaire de l'Afrique Centrale
CL	Crédit Lyonnais
COBACI	Compagnie Bancaire de la Côte d'Ivoire
COMESA	Marché commun de l'Afrique Australe et Orientale
DANIDA	Danish International Development Assistance
DC	Dépositaire Central
ECOBANK	Ecowas Bank
EXIMBANK	Export Import Bank
FACI	Facilité d'Appui au Commerce International
FAD	Fonds Africain de Développement
FONAGA-BENIN	Fonds National de Garantie et d'Assistance aux PME du Bénin
Fonds GARI	Fonds de Garantie des Investissements
FRDC	Fonds Régional pour le Développement de la CEDEAO
FPE	Fonds de Promotion Economique
FSA	Fonds de Solidarité Africain
GTA	Groupement Togolais d'Assurances
IARD	Incendie Accident Risques Divers
NSAB	Nouvelle Société d'Assurance du Bénin
OAPI	Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique
OIF	Organisation Internationale de la Francophonie
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
ONUUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
PTA Bank	Banque de Développement de la zone d'échanges préférentiels de l'Afrique de l'Est et du Sud
SCIE	Société de Commercialisation d'Informations d'Entreprises
SGBBE	Société Générale de Banques au Bénin
SGBS	Société Générale de Banques au Sénégal
SFI	Société Financière Internationale
SHELTER AFRIQUE	Société pour l'Habitat et le Logement Territorial en Afrique
SIACE	Société Islamique d'Assurance des Investissements et des Crédits à l'Exportation
SIB	Société Ivoirienne de Banques
SID	Société Islamique pour le Développement du secteur privé

SIFIDA	Société Financière Internationale pour le Développement en Afrique
UEMOA	Union Economique Monétaire Ouest Africaine
UTB	Union Togolaise de Banques

MOT DU PRESIDENT

L'année 2006 a été caractérisée par un ralentissement de l'économie mondiale dû aux faibles taux de croissance enregistrés par les blocs économiques d'Amérique, d'Europe et d'Afrique.

Les zones UEMOA et CEMAC qui constituent l'espace actuel d'intervention du Fonds ont connu une chute de leur niveau d'activités qui s'est établi à 3,5 % environ.

Au cours de cette période relativement difficile, le FAGACE conformément à son plan d'action triennal 2005-2007 a poursuivi ses actions dans ses Etats membres et en direction d'autres Etats et Institutions financières internationales dans le cadre de sa politique d'ouverture.

Ainsi, les activités opérationnelles ont été axées sur le recentrage des priorités stratégiques et une grande rigueur dans la sélection des dossiers en vue d'améliorer la qualité du portefeuille.

Pour la quatrième année consécutive, le résultat financier de l'Institution, malgré un léger fléchissement par rapport à l'exercice précédent a été bénéficiaire.

Aussi, les Etats membres, principaux bénéficiaires des interventions du Fonds ont, malgré le ralentissement de leur taux de croissance, marqué leur attachement à cet outil de développement à leur service depuis trente ans en acceptant de libérer la première tranche du capital sujet à appel.

De nouveaux Etats ont également perçu le rôle indispensable joué par le FAGACE dans la promotion des investissements en Afrique et y ont adhéré. Il s'agit notamment du Cameroun, de la Guinée Bissau et de la Gambie.

Fort de ses résultats positifs encourageants et de son expérience capitalisée sur bientôt trente années d'existence, le FAGACE entend consolider ses acquis par le renforcement de sa politique de proximité, de diversification de ses produits et d'élargissement de l'assiette de sa cible aux acteurs de développement à la base.

I. - PRESENTATION DU FAGACE

1.1. - Création - Objet - Fonctionnement

Le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE) est un Etablissement Public International à caractère économique et financier, spécialisé dans la promotion des investissements publics et privés. Son siège social est situé à Cotonou en République du Bénin.

Etats Membres

Les Etats membres au nombre de treize (13) sont : BENIN, BURKINA, CAMEROUN, CENTRAFRIQUE, COTE D'IVOIRE, GAMBIE, GUINEE BISSAU, MALI, NIGER, RWANDA, SENEGAL, SIERRA LEONE, TOGO.

Objet

L'objet du Fonds est de contribuer au développement économique et social des Etats membres, pris individuellement ou collectivement en participant au financement de leurs projets de développement ou en facilitant leur réalisation par des mesures d'accompagnement comme la bonification ou l'allongement de la durée des crédits. Un intérêt particulier est accordé aux Etats membres les plus défavorisés économiquement, soit en raison de leur situation géographique soit par suite de catastrophes ou de calamités naturelles.

Formes d'intervention

Le Fonds :

- garantit les prêts à moyen ou long terme destinés au financement d'investissements productifs,
- garantit les prêts à court terme destinés au financement des crédits de campagne, des prêts interbancaires et au renforcement des Institutions de micro finance,
- accorde une facilité d'appui au commerce international à travers notamment la reconfirmation des lettres de crédit documentaire en faveur des banques,
- accorde des bonifications d'intérêt et des allongements de la durée des crédits en faveur d'opérations à caractère économique dont la rentabilité ne peut être assurée dans les conditions initiales du prêt,

- finance des interventions spécifiques sur emprunts et subventions,
- prend des participations au capital social d'entreprises nationales ou régionales,
- assure la gestion de fonds pour le compte de tiers.

Domaines d'intervention

Les principaux domaines d'intervention sont :

- les industries de valorisation des ressources naturelles locales ou d'import substitution,
- le développement rural : agriculture, élevage,
- les infrastructures de base ((routes, aéroports, chemin de fer, hydraulique villageoise) ou modernes (télécommunications),
- le commerce (import-export),
- les petites et moyennes entreprises de production de biens et services.

Bénéficiaires

Les bénéficiaires des interventions peuvent être :

- les Etats membres de l'Institution ou leurs démembrements : organismes publics ou parapublics, collectivités locales,
- les entreprises privées ou mixtes, individuelles ou collectives, nouvellement créées ou en expansion, ayant leur siège et leur champ d'activité principale dans un ou plusieurs Etats membres,
- les institutions financières nationales,
- les organismes régionaux dont l'activité concourt à l'intégration des économies des Etats membres.

1.2. - Composition des organes

Organes d'Administration et de Gestion :

Administration

Le Fonds est administré par :

- L'Assemblée Générale des Actionnaires, organe suprême, qui comprend le Ministre chargé des Finances par Etat membre et un Responsable par Institution membre. L'Assemblée Générale des Actionnaires fixe les orientations générales, modifie les statuts, procède à la nomination du Directeur Général et du Commissaire aux comptes,
- Le Conseil d'Administration qui reçoit délégation de pouvoir de l'Assemblée Générale des Actionnaires et comprend deux Administrateurs par Etat membre, un Administrateur par Etat membre non régional et un Administrateur par Institution membre. Il autorise les interventions, adopte le budget, approuve les comptes financiers.

Gestion

La gestion courante est assurée par un Directeur Général. Il représente l'Institution, reçoit et instruit toutes les demandes d'intervention, suit les engagements pris.

1.3. - Ressources

Les ressources du Fonds proviennent :

- des versements des membres au titre de la libération du capital souscrit,
- des emprunts,
- des subventions, dons, legs et libéralités,
- de la rémunération des engagements d'aval et d'allongement de la durée de crédit,
- de toutes autres origines.

Au 31 décembre 2006, le capital social autorisé est de 30 milliards de FCFA.

II. - ORGANES**ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES***PRESIDENT*

CENTRAFRIQUE

M. Théodore DABANGA
*Ministre des Finances et du Budget***MEMBRES**

BENIN

M. Pascal Irénée KOUPAKI
*Ministre du Développement, de l'Economie
et des Finances*

BURKINA

M. Jean-Baptiste M.P. COMPAORE
Ministre de l'Economie et des Finances

COTE D'IVOIRE

M. Koffi Charles DIBY
Ministre de l'Economie et des Finances

MALI

M. Abou Bakar TRAORE
Ministre de l'Economie et des Finances

NIGER

M. Ali Mahaman Lamine ZEINE
Ministre de l'Economie et des Finances

RWANDA

M. James MUSONI
*Ministre des Finances et de la Planification
Economique*

SENEGAL

M. Abdoulaye DIOP
Ministre de l'Economie et des Finances

TOGO

M. Payadowa BOUKPESSI
*Ministre de l'Economie, des Finances et des
Privatisations*

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRESIDENT

CENTRAFRIQUE

M. Richard LAKOE
*Directeur de Cabinet du Ministre des
Finances et du Budget*

MEMBRES

BENIN

M. Séraphin LISSASSI
*Directeur de l'Intégration Africaine au
Ministère des Affaires Etrangères et de
l'Intégration Africaine*

M. Bertrand CODJIA
*Directeur Général du Budget au Ministère
des Finances et de l'Economie*

BURKINA

M. Guébrila OUEDRAOGO
*Chef du Département Analyse et Etudes
Prospectives au Premier Ministère*

M. Alexis K. YANOOGO
*Directeur de la Coopération Bilatérale au
Ministère des Finances et du Budget*

COTE D'IVOIRE

M. Antonin YAO KOUASSI
*Sous-Directeur de la Coopération
Bilatérale et Multilatérale à la DAFEXIS
au Ministère d'Etat, Ministère de
l'Economie et des Finances*

Mlle Saran Ballo KONE
*Chargée d'Etudes à la DAFEXIS au
Ministère d'Etat, Ministère de l'Economie
et des Finances*

MALI

M Bakary Koniba TRAORE
*Directeur Général de la Dette Publique au
 Ministère de l'Economie et des Finances*

Dr. Ousmane DIALLO
*Chef du Département chargé des
 Questions Economiques et Financières à la
 Direction Générale de l'Intégration
 Africaine*

NIGER

Mme Fatchima RABO
*Directrice du Budget au Ministère de
 l'Economie et des Finances*

M. Saïdou GAMBO
*Directeur de la Dette Publique au
 Ministère de l'Economie et des Finances*

RWANDA

M. Justin UYISENGA
*Directeur de l'Inspection Générale des
 Finances au Ministère des Finances et de la
 Planification Economique*

M. Edison NYANDWI
*Directeur de la Gestion des Ressources
 Internes au Ministère des Affaires
 Etrangères et de la Coopération*

SENEGAL

Mme Dieng Néné MBOUP NDIAYE
*Directeur Général des Finances au
 Ministère de l'Economie et des Finances*

M. Mamadou Makhtar GUEYE
*Directeur de l'Intégration Economique
 Africaine au Ministère des Affaires
 Etrangères, de l'Union Africaine et des
 Sénégalais de l'Extérieur*

TOGO

M. Mawussi Djossou SEMODJI
*Chef Cellule de l'Unité de Coordination
DSRP au Ministère de l'Economie, des
Finances et des Privatisations*

M. Bandifoh OURO-AKONDO
*Directeur de Cabinet du Ministre de
l'Economie, des Finances et des
Privatisations*

DIRECTION GENERALE

M. Libasse SAMB
Directeur Général

III. - CONTEXTE ECONOMIQUE ET SITUATION EN AFRIQUE.

- Contexte économique international

Après quatre années de croissance, l'économie mondiale a connu un ralentissement en 2006.

Dans les pays industrialisés, l'économie américaine a connu un ralentissement en 2006 avec un taux de 3,3 % contre 3,5 % en 2005.

Dans la zone euro, l'année 2006 s'est achevée sur une croissance du PIB de + 2,6 %, la plus forte depuis 2000.

La décélération du commerce mondial a affecté plus nettement le Japon dont le taux de croissance est de 1,9% contre 2,3% en 2005.

Les pays émergents et en développement ont, pour la plupart, enregistré une croissance relativement forte en 2006.

En Asie, l'expansion soutenue de l'économie chinoise (+10,5%) et le dynamisme de l'activité en Inde (+7%) ont été déterminants pour la croissance régionale globale.

De façon générale, les pays émergents d'Asie ont connu la croissance la plus rapide durant la période.

La majorité des pays d'Amérique latine a également affiché une reprise vigoureuse en raison essentiellement des cours avantageux du pétrole.

Enfin, malgré l'atonie de leurs partenaires commerciaux de la zone Euro, les pays de la Communauté des États Indépendants (CEI) ont continué à connaître une forte expansion.

3.2.- Situation économique en Afrique

L'Afrique subsaharienne a connu une croissance soutenue en dépit d'un léger ralentissement dont le taux s'est établi à 4,8 % en 2006. Une baisse sensible comparée aux 5,6 % de 2005. Pour la première fois en trois ans, l'Afrique réalise ainsi une croissance de moins de 5 %.

La performance d'ensemble de l'économie africaine cache une grande disparité entre pays africains exportateurs et non exportateurs de pétrole. La croissance du PIB réel est

de 6,9 % dans les pays exportateurs de pétrole et 4,7 % dans les pays importateurs de pétrole.

En Afrique de l'Ouest, le rythme de croissance moyenne du PIB a continué à baisser (7,4% en 2003, 4,9% 2004, 4,3% en 2005 et 3,6% en 2006) en raison de l'instabilité sociopolitique persistante en Côte d'Ivoire. A cela s'ajoutent les effets négatifs des chocs extérieurs et les difficultés auxquelles continuent de faire face le secteur de l'énergie, les hydrocarbures et les filières agricoles d'exportation (notamment le coton) liées en partie à la surévaluation du francs CFA par rapport aux autres devises mondiales.

Dans les pays membres de la CEMAC, la situation macroéconomique est caractérisée par un ralentissement du niveau d'activité avec un taux de croissance du PIB réel qui a chuté de 4% en 2005 à 3,3% en 2006. Ce recul s'explique pour une grande part par le recul du volume de la production pétrolière, notamment en Guinée Equatoriale et au Tchad et les problèmes liés à la compétitivité des exportations.

En Afrique de l'Est, le taux de croissance de l'économie est resté globalement stable en 2006 par rapport à celle enregistrée en 2005. Ce sont surtout l'Ethiopie, l'Ouganda et la Tanzanie qui tirent la région avec des taux respectifs de 6,8%, 5,8% et 6,9% grâce au dynamisme du secteur agricole.

En Afrique Australe, le PIB réel de la région a également progressé de 5% en 2005 à 5,5% en 2006. Cette embellie s'explique pour l'essentiel par la mise en exploitation de nouveaux champs pétrolifères en Angola qui affiche un taux exceptionnel de croissance de l'ordre de 26,4% en 2006, le lancement de grands projets miniers au Mozambique et une forte demande en Afrique du Sud.

Sources : AFRISTAT Bulletin de Données conjoncturelles des Etats membres, numéro 5, janvier 2007

World Economic Situation and Prospect, 27 janvier 2007

CEMAC, Rapport Intérimaire de surveillance Multilatérale pour l'année 2006 et perspectives 2007

UEMOA, Rapport Annuel sur le fonctionnement et l'évolution de l'union

BAfD, Rapport annuel 2006

IV. - ACTIVITES DE L'EXERCICE

41. - Réunions des Instances

4.1.1. - Assemblée Générale des Actionnaires

Pendant l'exercice 2006, l'Assemblée Générale des Actionnaires a tenu deux (02) réunions dont :

- une session inaugurale le 09 mars, à Lomé au Togo, sous la présidence de Monsieur Nicolas NGANZE DOUKOU, Ministre délégué chargé aux Finances et Budget de la République Centrafricaine,

- la 1^{ère} session ordinaire le 22 juin à Bangui en Centrafrique, sous la présidence de Monsieur Théodore DABANGA, Ministre des Finances et du Budget de la République Centrafricaine.

Au cours de ces sessions, l'Assemblée Générale a pris d'importantes décisions relatives à :

- l'approbation de son Règlement Intérieur,
- l'adhésion de trois nouveaux Etats (Cameroun, Guinée Bissau, Gambie),
- l'appel de la première tranche du capital sujet à appel,
- l'adoption des procédures d'adhésion de nouveaux membres,
- la nomination des Administrateurs pour une période de 03 ans à compter du 1^{er} janvier 2006,
- l'adoption des états financiers et des rapports du Commissaire aux comptes au titre de l'exercice 2005 ;
- quitus au Commissaire aux comptes pour son mandat ;
- l'élection de son bureau pour l'exercice 2006, avec le Burkina comme Président et le Cameroun comme Vice-président.

4.1.2. - Conseil d'Administration

Au cours de l'exercice, le Conseil d'Administration a tenu trois (03) sessions (23^{ème}, 24^{ème} et 25^{ème}) respectivement à :

- Lomé (Togo) le 08 mars sous la présidence de Monsieur Victor MAZANGA,

Directeur des Investissements Publics au Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale de la République Centrafricaine,

- Bangui (Centrafrique) les 19 et 20 juin sous la présidence de Monsieur Richard LAKOE, Directeur de Cabinet du Ministre des Finances et du Budget de la République Centrafricaine,

- Cotonou (Bénin) les 04 et 05 décembre sous la présidence de Monsieur Alexis K. YANOGO, Directeur de la Coopération Bilatérale au Ministère des Finances du Burkina Faso.

Au terme de ces sessions, plusieurs décisions ont été adoptées, portant notamment sur :

- l'adoption du rapport annuel d'activités 2005,
- l'approbation des états financiers de l'exercice 2005 et des rapports du Commissaire aux comptes,
- l'adoption du programme d'activités de l'exercice 2007,
- l'approbation du budget de l'exercice 2007,
- l'approbation de quatorze (14) nouveaux projets d'aval en faveur de huit (8) Etats membres (Bénin, Burkina, Cameroun, Centrafrique, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Rwanda et Sénégal),
- l'approbation de seize (16) projets d'aval par le Comité Interne de Garantie en faveur du Bénin, du Burkina, au Mali, au Sénégal et au Togo.

4.2. - Activités de la Direction Générale

4.2.1. - Activités administratives

4.2.2.1. - Organisation des services

- *Organigramme*

L'organigramme comprend outre la Direction Générale, cinq (05) directions qui sont :

- Engagements et Gestion des Risques
- Finances et Comptabilité
- Affaires Générales
- Coopération, Communication et Marketing
- Promotion du Commerce International

Au 31 décembre 2006, l'effectif total s'élève à 47 agents.

4.2.2.2. - Formation

Elle a concerné 02 agents qui ont suivi des stages professionnels dans les domaines de l'Assistanat de Direction et de la Gestion des Ressources Humaines.

Le personnel a également bénéficié d'une formation interne dans le cadre d'un appui institutionnel du CDE sur les thèmes :

- Traitement préventif des affaires en difficulté, précontentieux, contentieux,
- Techniques de management,
- Analyse financière,
- Suivi et contrôle du risque.

4.2.2. - Activités Juridiques

Les activités juridiques ont concerné notamment la signature des actes liés à l'approbation de nouveaux projets, le suivi des contre-garanties et le recouvrement des créances.

4.2.2.1. - Signature d'actes juridiques

Au 31 décembre 2006, 21 accords de garantie, 3 conventions de garantie à première demande et 12 contrats de cautionnement ont été signés, tant avec les promoteurs, les Banques prêteuses qu'avec les émetteurs et les arrangeurs,.

4.2.2.2. - Suivi des contre-garanties

Le suivi et le renouvellement des inscriptions des sûretés ont été régulièrement effectués au cours de l'exercice.

4.2.2.3. - Recouvrement des créances

Au 31 décembre 2006, les créances nées de la mise en jeu de l'aval concernent les sociétés CFR, ENERDAS (Bénin), CEBON, JUNIOR TEXTILE, ELEA (Côte d'Ivoire), SUD INVEST, ICS, AFRICAMER, SENETEL (Sénégal). Au cours de l'exercice, la Direction Générale a poursuivi de façon vigoureuse ses actions en vue du recouvrement desdites créances.

4.2.3. - Travaux d'extension du siège

Dans le cadre du développement des activités de l'Institution, des travaux d'aménagement et d'extension du siège ont été entrepris. A cet effet, un nouvel immeuble (R + 2) a été réalisé.

4.2.4. - Activités opérationnelles

Les activités opérationnelles ont progressé au cours de l'exercice écoulé, tant en ce qui concerne les projets identifiés, les projets étudiés, les approbations nouvelles que les activités de suivi.

4.2.4.1. - Identification de projets

Des missions d'identification de projets ont été effectuées au cours de l'exercice, à l'issue desquelles le pipeline de projets n'a cessé d'être alimenté. Au 31 décembre 2006, 146 dossiers de demandes d'interventions dont 142 en garantie et 04 en bonification, pour l'essentiel provenant du secteur privé de tous les Etats membres ont été enregistrés.

4.2.4.2. - Evaluation de projets

Sur 32 projets évalués, 30 ont été soumis à l'approbation du Conseil d'Administration et du Comité Interne de Garantie. Le taux de sélectivité global par rapport aux projets effectivement reçus en pipeline s'élève à 20,54 %.

4.4.2.3. - Approbations nouvelles

Les interventions autorisées au cours de l'exercice ont porté sur trente (30) dossiers, tous en aval pour un montant total de 44 043 millions de FCFA contre 48 673,30 millions de FCFA en 2005. Cette baisse est liée à un recentrage des priorités stratégiques opérationnelles vers le suivi de la qualité du portefeuille. Les approbations se décomposent comme suit :

NATURE	MONTANT	%
Emprunts bancaires MLT	24 700,00	56,08
Emprunts obligataires	10 500,00	23,84
Emprunts bancaires CT	8 843,00	20,08
TOTAL	44 043,00	100,00

La répartition des approbations par pays se présente comme suit (en millions FCFA) :

PAYS	NOMBRE DE PROJETS	MONTANT DU PROJET	MONTANT DE LA GARANTIE
BENIN	3	5 760,00	2 800,00
BURKINA FASO	3	28 200,00	6 560,00
CAMEROUN	1	7 871,50	3 000,00
CENTRAFRIQUE	3	17 406,00	4 800,00
CÔTE D'IVOIRE	12	45 316,00	18 943,00
GUINEE BISSAU	1	5 700,00	4 500,00
MALI	1	500,00	400,00
RWANDA	1	-	1 000,00
SENEGAL	4	4 172,00	1 040,00
TOGO	1	1 250,00	1 000,00
TOTAL	30	116 175,50	44 043,00

4.2.4.4 - Bilan des interventions

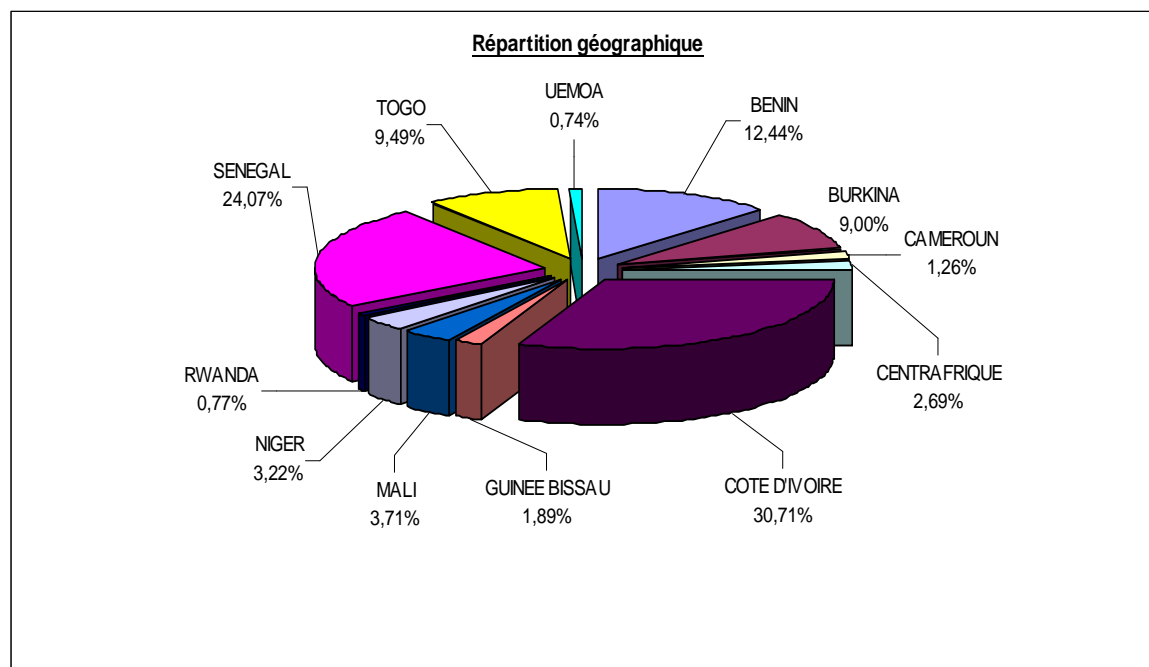
Les engagements cumulés du Fonds se présentent comme suit :

4.2.4.4.1.- Garantie

Les garanties cumulées en portefeuille s'élèvent à 237 543,30 millions de FCFA en faveur de 172 projets dans 11 Etats membres.

Engagements cumulés par pays

PAYS	PROJETS	GARANTIE	TOTAL (%)
BENIN	25	29 543,50	12,44
BURKINA	19	21 371,00	9,00
CAMEROUN	1	3 000,00	1,26
CENTRAFRIQUE	4	6 400,00	2,69
COTE D'IVOIRE	48	72 952,00	30,71
GUINEE BISSAU	1	4 500,00	1,89
MALI	8	8 817,00	3,71
NIGER	6	7 647,80	3,22
RWANDA	4	1 838,00	0,77
SENEGAL	42	57 182,00	24,07
TOGO	13	22 542,00	9,49
UEMOA	1	1 750,00	0,74
TOTAL	172	237 543,30	100,00



La répartition des interventions par pays reflète notamment le degré de maturité des projets soumis en garantie. La Côte d'Ivoire et le Sénégal sont les principaux bénéficiaires avec respectivement 30,71 % et 24,07 % des engagements bruts cumulés au 31 décembre 2006.

Engagements Cumulés par Institution (en millions FCFA)

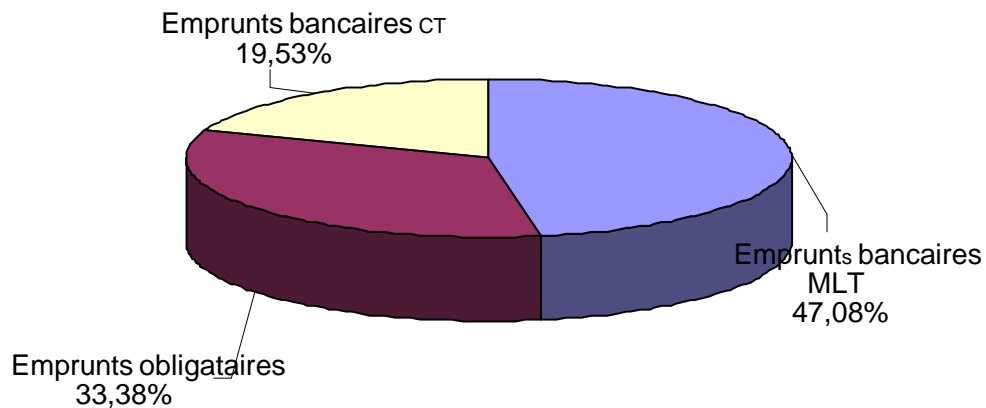
Institution	Nombre	Montant	%
AFD	3	6 925,00	2,92
BACB	3	1 373,00	0,58
BACI	5	1 783,00	0,75
Banque Atlantique CI	1	500	0,21
BCB	2	350	0,15
BDEAC	2	3 100,00	1,31
BFA	6	8 020,00	3,38
BIA NIGER	1	424,8	0,18
BIB	1	150	0,06
BIBE	1	200	0,08
BICIA-B	1	308,75	0,13
BICIS	3	1 367,08	0,58
BID	1	3 278,91	1,38
BIM	1	400,00	0,17
BIS	2	300,00	0,13
BNDA	1	366,4	0,15
BOAD	21	35 414,00	14,91
BRD	4	1 838,00	0,77
BRIC	2	4 180,00	1,76
BST	4	1 244,88	0,52
BTCI	3	3 208,00	1,35
CBAO	8	8 834,00	3,72
CBCA/BICA	1	300,00	0,13
COBACI	3	3 300,00	1,39
CONTINENTAL BANK	3	6 240,00	2,63
CREDIT LYONNAIS	1	480	0,20
FINANCIAL BANK	1	500	0,21
FIRST BANK NIGERIA	1	4 500,00	1,89
FORTIS BANK	1	2 500,00	1,05
FPE	1	360	0,15
GROUPE BOA	6	3 904,50	1,64
GROUPE BSIC	6	2 914,00	1,23
GROUPE ECOBANK	19	14 978,72	6,31
Groupe Sté Générales de Banques	7	2 382,66	1,00
GTA-C2A	1	2 500,00	1,05
JACOBSEN ELEKTRO	1	3 000,00	1,26
MARCHE FINANCIER	29	78 160,60	32,90
OMNIFINANCE	2	307,00	0,13
UTB	1	400	0,17
VERSUS BANK	2	3 500,00	1,47
AUTRES	10	23 750,00	10,00
TOTAL	172	237 543,30	100,00

Il ressort du tableau que le marché financier demeure le principal partenaire avec 32,90 % des engagements cumulés garantis suivi de la BOAD avec 14,91 %. Le reste des interventions concernent de façon globale les banques commerciales avec lesquelles le Fonds entretient de bonnes relations de coopération

Répartition par type de concours

NATURE	NBRE DE DOSSIERS	MONTANT	%
Emprunts bancaires MLT	102	111 844,30	47,08
Emprunts obligataires	29	79 300,00	33,38
Emprunts bancaires CT	41	46 399,00	19,53
TOTAL	172	237 543,30	100,00

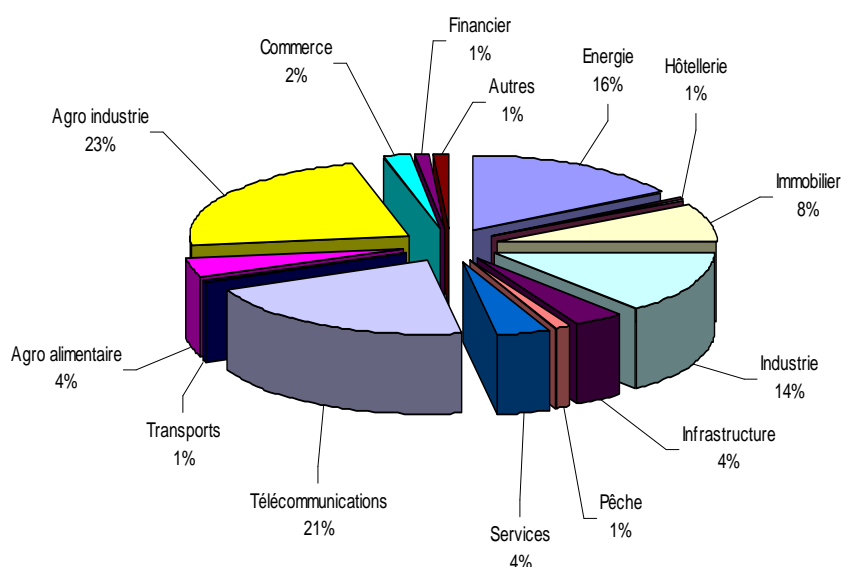
Répartition par type de concours



Les emprunts bancaires s'élèvent à 158 243,30 millions de FCFA et représentent 2/3 des montants garantis cumulés au 31/12/06. Il progressent de 3,40% par rapport à 2005.

Répartition par secteur d'activité

SECTEUR	MONTANT	%
Energie	38 750,00	16
Hôtellerie	1 424,00	1
Immobilier	19 418,00	8
Industrie	33 108,00	14
Infrastructure	8 319,00	4
Pêche	2 883,00	1
Services	9 111,50	4
Télécommunications	49 343,00	21
Transports	1 434,00	1
Agro alimentaire	9 333,80	4
Agro industrie	54 619,00	23
Commerce	4 400,00	2
Financier	2 566,00	1
Autres	2 834,00	1
TOTAL	237 543,30	100

Répartition par secteur d'activité

Les engagements sont concentrés à hauteur de 74 % autour de quatre secteurs principaux : Agro-industrie (23%), Télécommunications (21%), Energie (16%) et Industrie (14%). Cette forte concentration est motivée par l'importance desdits secteurs dans les économies nationales et par la forte demande de financement émanant des entreprises publiques et des sociétés privées de télécommunication d'autre part.

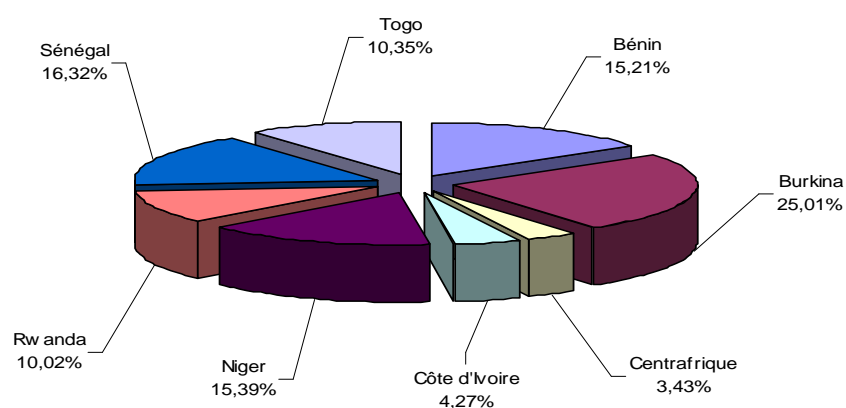
4.2.4.4.2. - Bonification

Les approbations brutes cumulées en bonification de taux d'intérêt s'élèvent à 4 602,10 millions FCFA au 31 décembre 2006 en faveur de 41 projets situés dans 08 Etats membres.

Approbations Cumulées par pays

PAYS	NB DOSSIERS	MONTANT	%
BENIN	5	699,83	15,21
BURKINA	8	1 151,00	25,01
CENTRAFRIQUE	1	158,00	3,43
CÔTE D'IVOIRE	1	196,67	4,27
NIGER	7	708,45	15,39
RWANDA	8	460,92	10,02
SENEGAL	7	751,14	16,32
TOGO	4	476,09	10,35
TOTAL	41	4 602,10	100,00

Approbations par pays



Le Burkina Faso (25%), le Sénégal (16,3%), le Niger (15,3%), et le Bénin (15,2%) sont les principaux bénéficiaires des interventions en bonification.

4.2.4.4.3. - Prise de participation

Les interventions en prise de participation s'élèvent à 1 335 millions de FCFA au 31 décembre 2006 en faveur de 08 projets dont 06 régionaux.

Il s'agit de participations à caractère stratégique ou financier. Le portefeuille actuel se présente comme suit :

Répartition par bénéficiaire

Société	Capital	Participation	
		Montant (MFCFA)	% du capital
Cauris Investissement	5 000,00	225	5,00
BRVM	2 904,32	100	3,40
DC/BR	1 461,52	50	3,40
ASE	153,00	10	6,50
Fonds Agricole de Garantie du Rwanda	2200*	100	4,54
BRIC ⁽¹⁾	500**	300	0,12
SCIE	650,00	50	7,69
Atlantic Financial Group ⁽²⁾	20 000,00	500	2,50
TOTAL		1335	

* En millions FRW ** En millions USD

⁽¹⁾ et ⁽²⁾ non encore décaissé

4.2.4.4.4. - Allongement de la durée de crédit

Au 31 décembre 2006, les approbations en allongement de la durée de crédit s'élèvent à 976,8 millions de FCFA.

4.2.4.4.5. - Facilité d'appui au commerce international (FACI)

Les activités menées dans le cadre de la mise en œuvre et de l'opérationnalisation de la FACI se sont poursuivies au cours de l'exercice.

4.2.4.5 - Suivi des projets

Le suivi des projets s'est effectué aussi bien au plan interne qu'externe.

Au plan interne, le Fonds est resté en permanence en contact avec les différents bailleurs de fonds et les promoteurs ayant bénéficié de sa garantie, à travers la collecte et l'analyse d'informations, de documents.

Au plan externe, des missions ont été dépêchées auprès des différents promoteurs afin de s'assurer de la bonne exécution des projets garantis et de vérifier les informations reçues.

Quant aux projets en difficulté, ils ont fait l'objet d'un suivi particulier tout au long de l'exercice. L'objectif visé est de trouver avec l'ensemble des partenaires à ces projets, notamment les banques, les solutions adéquates en vue d'un dénouement acceptable des différents crédits garantis.

Au 31 décembre 2006, le taux de sinistre en garantie est de 8,1 %.

4.2.5. - Coopération et Communication

L'exercice a été marqué par la poursuite de la politique d'ouverture du capital à de nouveaux membres et le renforcement de la coopération en direction des Etats membres, des Institutions financières nationales et internationales et des organismes de développement.

4.2.5.1. - Ouverture du capital

Trois nouveaux Etats Africains ont fait leur entrée au Fonds au cours de l'exercice. Il s'agit du Cameroun, de la Gambie et de la Guinée Bissau.

Par ailleurs, la prospection en direction d'autres pays et d'Institutions Financières Internationales, s'est poursuivie.

4.2.5.2. - Coopération avec les Etats membres

Les actions de coopération menées dans les Etats membres, au cours de l'exercice, ont porté sur des visites de courtoisie et de travail du Directeur Général auprès des Etats (Togo, Centrafrique, Cameroun) et la participation aux manifestations nationales et internationales.

4.2.5.3. - Coopération avec les Institutions Financières et Organismes de développement

Les relations de coopération avec les Institutions de financement du développement se sont consolidées davantage au cours de l'exercice. Dans ce cadre, Le Fonds a été présent aux réunions, forums, séminaires et Assemblées Annuelles organisées par celles-ci (BAfD, BID, Banque Mondiale et FMI, SIACE, Shelter Afrique, OAPI, ALG, AIAFD, BOAD, BIDC).

Le Fonds a également abrité la 3^{ème} réunion du Comité des Experts de l'AIRFD portant sur la reprise des activités de cette Association.

La coopération avec l'Union Européenne à travers le CDE a abouti à un appui institutionnel visant la modernisation du Fonds et la mobilisation des ressources.

Par ailleurs, le partenariat avec les Institutions de garantie (FSA, Fonds GARI, FONAGA-BENIN) s'est renforcé avec le projet de création de l'Association Professionnelle des Institutions de Garantie en Afrique (APIGA) dont l'objectif est l'harmonisation des règles d'intervention et la normalisation du métier de garant.

4.2.5.4. - Communication

La communication interne et externe a été renforcée au cours de l'exercice.

Au plan interne, un bulletin d'information a vu le jour pour faire régulièrement la synthèse des activités.

Au plan externe, des journées de promotion ont été organisées au Cameroun, au cours desquelles les promoteurs des secteurs public et privé ont été informés sur les activités et les possibilités que le Fonds offre dans le domaine du financement.

Le site web a enregistré la visite de plus de 5000 internautes au 31 décembre 2006.

4.2.6. - Situation financière

la tendance bénéficiaire observée depuis quatre ans s'est poursuivie. Le résultat net de l'exercice 2006 s'établit à 116 469 039 FCFA contre 237 650 281 FCFA en 2005.

Les résumés des états financiers de l'exercice se présentent comme suit :

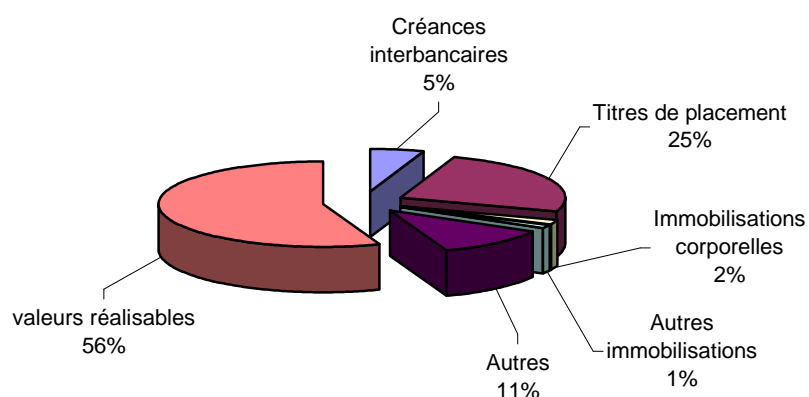
4.2.6.1. - Bilans et comptes de résultat

4.2.6.1.1. - Bilans

Le total du bilan en 2005 s'élève à 42 833 024 886 FCFA contre 39 981 849 359 FCFA l'année précédente et se décompose comme suit dans ses grandes lignes :

<u>Actif</u>	<u>2005 (PM)</u>	<u>2006</u>
Créances interbancaires	2 058 313 874	2 727 485 744
Titres de placement	10 047 397 416	8 648 227 613
Immobilisations financières	396 512 799	3 71 762 799
Immobilisations incorporelles	76 458 903	678 468 703
Immobilisations corporelles	694 214 693	697 105 036
Actionnaires ou associés	22 263 160 000	21 813 160 000
Autres actifs	4 330 645 590	7 697 093 105
Comptes d'ordre et divers	115 146 084	220 584 999
Total	39 981 849 359	42 833 024 886

Les grandes masses du bilan (actif)



- *Les créances Interbancaires*

Les créances interbancaires concernent les dépôts à terme et les comptes à vue. Elles s'élèvent à 2 727 485 744 FCFA et représentent 6,37 % du total du bilan.

- *Titres de Placement*

Les titres de placement en baisse de 14 % en 2006 se chiffrent à 8 648 227 613 FCFA contre 10 047 397 416 FCFA en 2005. Cette baisse s'explique par la maturation de certains titres.

- *Immobilisations financières*

Les immobilisations financières restent quasiment stables puisqu'elles passent de 396 512 799 FCFA en 2005 à 371 762 799 FCFA en 2006.

- *Immobilisations Incorporelles et Corporelles*

Les immobilisations comprennent les valeurs incorporelles et corporelles, (terrains et constructions, etc.) Elles passent de 770 673 596 FCFA en 2005 à 1 375 573 739 FCFA en 2006 soit une hausse de 78 % en raison des investissements en cours.

- *Autres Actifs*

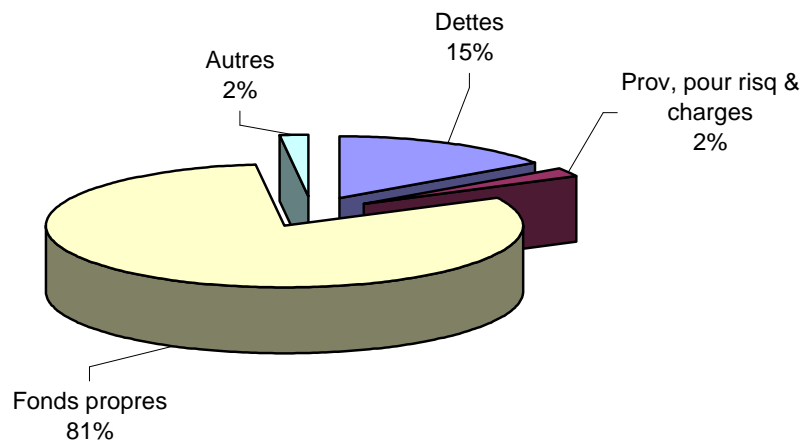
Ce poste est constitué en partie des débiteurs divers et des commissions diverses. Il se chiffre à 7 697 093 105 FCFA en 2006 contre 4 330 645 590 FCFA en 2005. Cette progression s'explique par le règlement des mises en jeu des avals au cours de l'exercice et les commissions de service dues au 31 décembre 2006 par les promoteurs.

- *Actionnaires et Associés*

Les Actionnaires de l'Institution sont constitués des Etats membres. Le montant de 21 813 160 000 FCFA représente la partie souscrite non encore libérée.

<u>Passif</u>	<u>2005 (PM)</u>	<u>2006</u>
Dettes interbancaires	1 590 917 809	2 170 568 651
Dettes à l'égard de la clientèle	4 500 000 000	6 500 000 000
Autres passifs	50 403 218	100 870 398
Comptes d'ordre et divers	715 118 235	866 609 497
Provisions pour risques et charges	911 416 780	864 513 984
Capital	30 000 000 000	30 000 000 000
Réserves	1 259 342 746	1 496 993 027
Ecart de réévaluation	717 000 290	116 469 039
Résultat	237 650 281	116 469 039
Total	39 981 849 359	42 833 024 886

Les grandes masses du bilan (passif)



Les principaux comptes appellent les commentaires suivants :

- *Dettes Interbancaires*

Elles concernent les comptes courants débiteurs notamment les activités d'intermédiation financière et se chiffrent à 2 170 568 651 FCFA.

- *Dettes à l'égard de la clientèle*

Les dettes à l'égard de la clientèle concernent les dépôts des tiers dans le cadre des opérations d'intermédiation et sont passées de 4 500 000 000 FCFA en 2005 à 6 500 000 000 FCFA en 2006, soit une progression de 44 %.

- *Autres Passifs*

Les autres passifs passent de 50 403 218 FCFA en 2005 à 100 870 398 FCFA en 2006. Ils concernent les différents prestataires de services du Fonds.

- *Comptes d'ordre et divers passifs*

Les comptes d'ordre et divers passif sont constitués des bonifications, des intérêts et autres et des charges à payer au 31 décembre 2006. Ils progressent de 21 % en raison de l'augmentation du poste des bonifications, des intérêts à payer ainsi que des charges sociales.

- *Provisions pour risques et charges*

Les provisions pour risques et charges concernent les honoraires d'Avocats et les provisions pour risques d'aval et primes de départ. Elles régressent de 5 % en 2006.

- *Capitaux propres*

Les capitaux propres sont constitués du capital, des réserves et de l'écart de réévaluation.

Le résultat est bénéficiaire passant de 237 650 281 FCFA en 2005 à 116 469 039 FCFA en 2006.

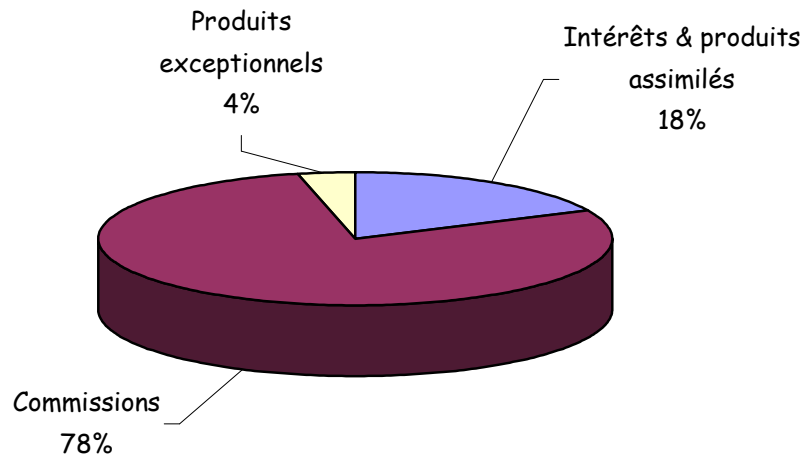
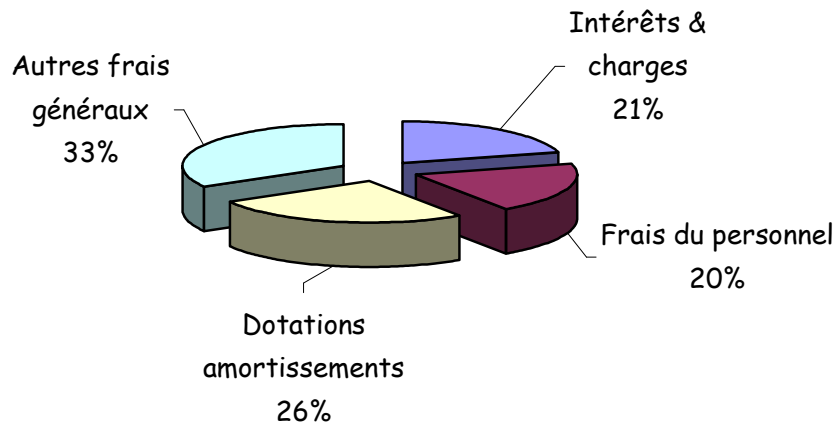
Engagements hors bilan

Les engagements donnés et reçus s'équilibrent à 92 887 090 700 FCFA et concernent les projets dans les Etats membres.

4.2.6.1.2. - Comptes de résultat

L'exercice 2006 a été marqué par la poursuite du redressement des produits d'exploitation. Ils atteignent 2 827 358 399 FCFA en 2006 contre 2 564 522 034 FCFA en 2005, soit une augmentation de 10,25 %.

<u>Produits</u>	2005 (PM)	2006
	739 411	
Intérêts et produits assimilés	892	514 136 041
Commissions	1 818 553 192	2 207 699 070
Produits généraux d'exploitation		
Excédents des reprises sur dotation		
Produits exceptionnels	113 695	4 775 580
Profits sur exercices antérieurs	6 443 255	100 747 708
Total des produits	2 564 522 034	2 827 358 399
<u>Charges</u>	2005 (PM)	2006
Intérêts et charges assimilés	482 806 499	655 290 954
Frais de personnel	461 296 110	669 975 963
Autres frais généraux	772 585 302	967 894 360
Dotations aux amortissements et prov.	610 183 842	310 568 171
Charges exceptionnelles		
Pertes sur exercice antérieur	0	7 159 912
Total des charges	2 564 522 034	2 710 889 360
Résultat de l'exercice	237 650 281	116 469 039

compte de résultat (produits)**Compte de résultat (charges)**

Le compte de résultat 2006 appelle les commentaires suivants :

Les produits de service issus des activités de garantie contribuent pour 78 % à la formation des revenus globaux de l'institution, soit 2 827 358 399 FCFA.

Les revenus opérationnels progressent de 21 % passant de 1 818 553 192 FCFA en 2005 à 2 207 699 070 FCFA en 2006 et les produits de placement diminuent de 3 %, soit 514 136 041 FCFA en 2006 contre 739 183 861 FCFA en 2005.

La nette progression des produits opérationnels s'explique par le développement des activités de garantie (crédit de campagne et emprunt obligataire).

En ce qui concerne les charges de fonctionnement, le compte intérêts et charges assimilés concernent les charges financières liées aux bonifications et aux activités d'intermédiation. Il augmente de 36 % en 2006.

Les frais généraux s'élèvent 967 894 360 FCFA en 2006 contre 772 585 302 FCFA en 2005, soit une augmentation de 25 % liée essentiellement au développement des activités opérationnelles.

Les amortissements et provisions régressent de 33 % passant de 610 183 842 FCFA en 2005 à 410 568 171 FCFA en 2006.

Le résultat de l'exercice 2006 est bénéficiaire de 116 469 039 FCFA.

4.2.6.2. - Exécution du budget

- Opérations en capital

Arrêté en recettes et en dépenses au montant de 2 082 012 000 FCFA, le budget a été exécuté à hauteur de 107,68 % pour les recettes, soit 1 228 501 752 FCFA et à hauteur de 59 % pour les dépenses, soit 200 676 749 FCFA. Le solde dégagé s'élève à 1 027 825 003 FCFA.

- Fonctionnement

Arrêté en recettes et en dépenses au montant de 2 354 500 000 FCFA, le budget a été exécuté à hauteur de 115,80 % pour les recettes, soit 2 726 610 691 FCFA et à hauteur de 98,40 % pour les dépenses, soit 1 498 108 939 FCFA. Le solde dégagé s'élève à 1 228 501 752 FCFA.

4.2.6.3. - Vérification interne et externe

4.2.6.3.1. - Audit interne et contrôle de gestion

L'audit interne et le contrôle de gestion ont concerné l'ensemble des activités, conformément aux dispositions des textes de base et aux normes généralement admises, notamment le respect des politiques d'actions, procédures, lois et règlements mis en vigueur par les textes de l'Institution.

Les activités d'audit interne de l'exercice ont porté sur l'organisation et le fonctionnement, principalement dans leurs volets gestion du personnel, engagements, patrimoine, d'une part, ainsi que la post-évaluation de projets, le suivi des recommandations du Commissaire aux comptes sur le contrôle interne, l'assistance et le suivi, d'autre part.

Ces différents audits ont permis de faire des recommandations aussi bien au plan du contrôle interne et des audits de fonction. Celles-ci visent à corriger les dysfonctionnements et à améliorer les procédures existantes.

4.2.6.3.2. - *Commissariat aux comptes*

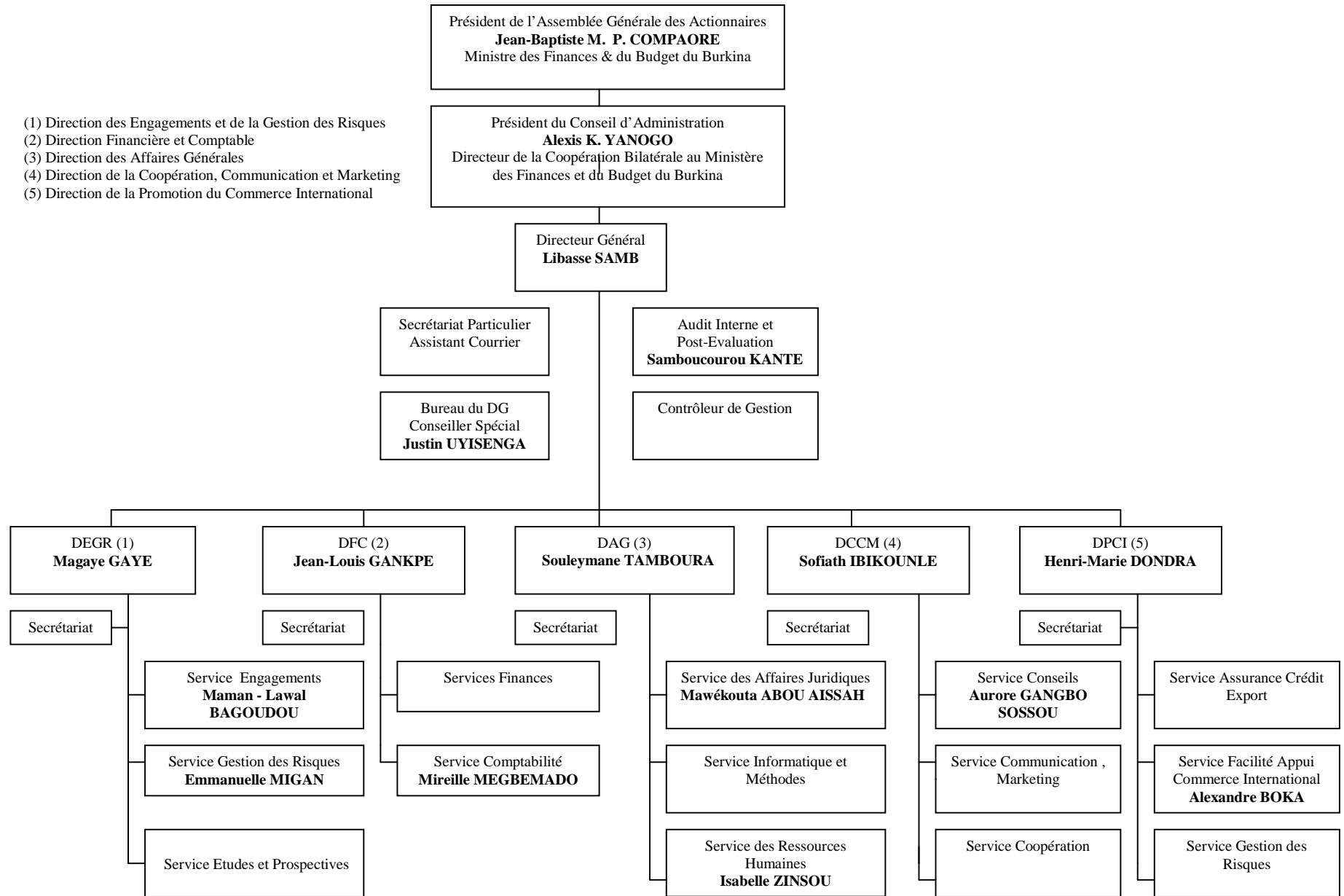
le Cabinet CKA Audit & Conseil de la République Togolaise, Commissaire aux comptes, a vérifié les comptes et le système de contrôle interne. A l'issue de sa mission, il a certifié sincères les états financiers. Il a également certifié que le système de contrôle interne en vigueur garantit la sécurité du patrimoine.

V.. - ANNEXES

- 5.1. - Organigramme
- 5.2. - Bilan des interventions
- 5.3. - Bilan et comptes de résultat
- 5.4. - lettre de certification du Commissaire aux comptes

ORGANIGRAMME DU FAGACE

- (1) Direction des Engagements et de la Gestion des Risques
- (2) Direction Financière et Comptable
- (3) Direction des Affaires Générales
- (4) Direction de la Coopération, Communication et Marketing
- (5) Direction de la Promotion du Commerce International



APPROBATION DES AVALS 2006 PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

N° d'ordre	Projet	Pays	Nature	Bailleur	Montant du prêt	Montant de la garantie
1	AROBASE TELECOM	Côte d'Ivoire	Créd invest	VERSUS BANK	7 000,00	3 000,00
2	ALPHA BENIN	Bénin	Créd invest	BRIC	3 460,00	1 620,00
3	SENBUS (restructuré)	Sénégal	Créd invest	BIS	500,00	250,00
4	AFIMEX & CO	Côte d'Ivoire	Créd camp	COBACI	500,00	200,00
5	CACAO PLUS	Côte d'Ivoire	Créd camp	OMNIFINANCE	500,00	200,00
6	INTERFLEX	Côte d'Ivoire	Créd invest	BFA	2 800,00	2 000,00
7	BRD (Ligne de garantie)	Rwanda	Créd invest	BRD	1 000,00	1 000,00
8	AGRITECH	Cameroun	Créd invest	Rand Merchant Bank	7 871,50	3 000,00
9	TELECEL	Centrafrique	Créd invest	BDEAC/CBCA	3 000,00	1 500,00
10	CINA/AGRISATCH	Bénin	Créd invest	BOA	2 000,00	1 000,00
11	EAGB	Guinée Biss	Créd invest	First Bank Nigeria	5 700,00	4 500,00
12	ENERCA	Centrafrique	Créd invest	JACOBSES ELKTRO	13 906,00	3 000,00
13	SOFITEX	Burkina Faso	Emp Oblig	Marché Fin Rég	22 000,00	3 000,00
14	Grands Moulins Burkina	Burkina Faso	Créd invest	BRIC	3 200,00	2 560,00
					73 437,50	26 830,00

APPROBATIONS DES AVALS 2006 PAR LE COMITE INTERNE DE GARANTIE

N° d'ordre	Projet	Pays	Nature	Bailleur	Montant du prêt (MFCFA)	Montant de la garantie (MFCFA)
1	KNDY	Sénégal	Créd invest	BIS	52,00	50,00
2	UNITEC BENIN	Centrafrique	Créd invest	CBCA, BICA, BPMC	500,00	300,00
3	LAC ROSE	Sénégal	Créd invest	ECOBANK SENEGAL	400,00	240,00
4	SIR	Côte d'Ivoire	Emp Oblig	Marché Fin Rég	20 000,00	5 000,00
5	ISOCEL	Bénin	Créd invest	ECOBANK BENIN	300,00	180,00
6	CTMI	Sénégal	Créd invest	Pool bancaire	3 220,00	500,00
7	CAFCACI	Côte d'Ivoire	Créd camp	Pool bancaire	5 000,00	3 000,00
8	NSPROA	Côte d'Ivoire	Créd camp	BFA	1 000,00	500,00
9	SYNERGIS	Côte d'Ivoire	Créd camp	BFA	1 000,00	100,00
10	CIN	Côte d'Ivoire	Créd camp	BACI	566,00	283,00
11	FSG	Côte d'Ivoire	Créd camp	ECOBANK	200,00	160,00
12	AIT	Côte d'Ivoire	Créd camp	Pool bancaire	3 750,00	3 000,00
13	FASO DJIGUI	Mali	Créd camp	BIM	500,00	400,00
14	SAFCA	Côte d'Ivoire	Emp Oblig	Marché Fin Rég	3 000,00	1 500,00
15	NESKO	Burkina Faso	Emp Oblig	Marché Fin Rég	3 000,00	1 000,00
16	AIT BICI (renouvellement)	Togo	Créd camp	BICI	1 250,00	1 000,00
					43 738,00	17 213,00

30	TOTAL DES APPROBATIONS DE L'EXERCICE				117 175,50	44 043,00
-----------	--------------------------------------	--	--	--	-------------------	------------------

31 DECEMBRE 2006

(en FCFA)

P A S S I F	MONTANTS NETS	
	Exercice 2005 (PM)	Exercice 2006
DETTES INTERBANCAIRES		
A vue		
* Trésor public, CCP		
* Autres établissements de crédits	1 590 917 809	2 170 568 651
A terme		
DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE		
Comptes d'épargne à vue		
Comptes d'épargne à terme		
Bons de caisse		
Autres dettes à vue		
Autres dettes à terme	4 500 000 000	6 500 000 000
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE		
AUTRES PASSIFS	50 403 218	100 870 398
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	715 118 235	866 609 497
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	911 416 780	864 513 984
PROVISIONS REGLEMENTEES		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX		
CAPITAL	30 000 000 000	30 000 000 000
Capital Libéré	8 186 840 000	
Capital sujet à appel	21 813 160 000	
PRIMES LIEES AU CAPITAL		
RESERVES	1 259 342 746	1 496 993 027
ECARTS DE REEVALUATION	717 000 290	717 000 290
REPORT A NOUVEAU		
RESULTAT DE L'EXERCICE	237 650 281	116 469 039
TOTAL DU PASSIF	39 981 849 359	42 833 024 886

A C T I F	MONTANTS NETS	
	Exercice 2005 (PM)	Exercice 2006
CREANCES INTERBANCAIRES		
A vue		
* Banques Centrales	55 081 723	246 963 463
* Trésor Public, CCP		
* Autres établissements de crédits	1 735 631 152	2 024 648 596
A terme	267 600 999	455 873 685
CREANCES SUR LA CLIENTELE		
Portefeuille d'effets commerciaux		
* Crédits de campagne		
* Crédits ordinaires		
Autres concours à la clientèle		
* Crédits de campagne		
* Crédits ordinaires		
Comptes ordinaires débiteurs		
Affacturage		
TITRES DE PLACEMENT	10 047 397 416	8 648 227 613
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	396 512 799	371 762 799
CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	76 458 903	678 468 703
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	694 214 693	697 105 036
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	22 263 160 000	21 813 160 000
Capital non appelé	21 813 160 000	
AUTRES ACTIFS	4 330 645 590	7 697 093 105
COMPTES D'ORDRE ET DE DIVERS	115 146 084	199 721 886
TOTAL DE L'ACTIF	39 981 849 359	42 833 024 886

(en FCFA)

COMPTE DE RESULTAT	MONTANTS	
	Exercice 2005 (PM)	Exercice 2006
PRODUITS		
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES		
Intérêts et produits assimilés sur créances interbancaires	739 411 892	514 136 041
Intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle		
Autres intérêts et produits assimilés		
PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES		
COMMISSIONS	1 818 553 192	2 207 699 070
PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES		
Produits sur titres de placement		
Dividendes et produits assimilés		
Produits sur opérations de change		
Produits sur opérations de hors bilan		
PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE		
MARGES COMMERCIALES		
VENTES DE MARCHANDISES		
VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES		
PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION		
REPRISE D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS		
SOLDE EN BENEFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN		
EXCEDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	113 695	4 775 580
PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	6 443 255	100 747 708
RESULTAT DE L'EXERCICE		
TOTAL	2 564 522 034	2 827 358 399

(en FCFA)

COMPTE DE RESULTAT	MONTANTS	
	Exercice 2005 (PM)	Exercice 2006
CHARGES		
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES		
Intérêts et charges assimilées sur dettes interbancaires		
Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard de la clientèle		
Intérêts et charges assimilées sur dettes représentées par un titre		
Autres intérêts et charges assimilées	482 806 499	655 290 954
CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES		
COMMISSIONS		
CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES		
Charges sur titres de placement		
Charges sur opérations de change		
Charges sur opérations de hors bilan		
CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE		
ACHATS DE MARCHANDISES		
STOCKS VENDUS		
VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES		
FRAIS GENERAUX D'EXPLOITATION		
Frais de personnel	461 296 110	669 975 963
Autres frais généraux	772 585 302	967 894 360
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	610 183 842	410 568 171
SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN		
EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	0	7 159 912
IMPOT SUR LE BENEFICE		
RESULTAT DE L'EXERCICE	237 650 281	116 469 039
TOTAL	2 564 522 034	2 827 358 399

		(en FCFA)	
		MONTANTS NETS	
ENGAGEMENTS HORS BILAN		Exercice 2005(PM)	Exercice 2006
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT			
En faveur d'établissements de crédit			
En faveur de la clientèle			
ENGAGEMENTS DE GARANTIE		94 968 355 571	92 887 090 700
D'ordre d'établissements de crédit			
Aval Prêt A.F.D. à C.E.B.			
		2 132 071 233	1 847 930 000
Aval Prêt BOAD à IBCG			
		1 691 530 788	1 191 260 000
Aval Prêt PROPARCO à SHB			
		455 851 555	579 940 000
Aval Prêt ECOBANK BF à JOSSIRA 1			
		445 200 000	566 040 000
Aval Prêt BACB à JOSSIRA 2			
		650 000 000	728 140 000
Aval Prêt SHELTER AFRIQUE à SOPRIM			
		120 000 000	120 000 000
Aval Prêt BOAD à TROPICO/ELEA			
		185 440 000	294 500 000
Aval Prêt BOAD à SMH			
		1 351 714 570	1 107 070 000
Aval Prêt CGF BOURSE à ICS			
		3 954 733 520	4 763 850 000
Aval Prêt Emprunt à PETRO IVOIRE			
		100 000 000	50 000 000
Aval Prêt CITIBANK à SIR			
		3 000 000 000	0
Aval Prêt CBAO à SUDINVEST			
		400 000 000	400 000 000
Aval Prêt BOAD à NIGELEC			
		1 473 734 098	1 528 390 000
Aval Prêt CGF BOURSE à SHELTER AFRIQUE			
		1 575 000 000	1 400 000 000
Aval Prêt BOAD à TOGO TELECOM			
		1 563 085 518	1 277 870 000
Aval Prêt ECOBANK BENIN à ENERDAS			
		134 896 234	134 890 000
Aval Prêt BID à TELECEL BENIN			
		2 500 000 000	1 875 000 000
Aval Prêt BOAD à ONATEL			
		1 682 700 533	1 397 800 000
Aval prêt BOAD à PETROCI			
		1 388 790 600	833 240 000
Aval Prêt BIBE à FSG			
		115 896 116	230 250 000
Aval Prêt ECOBANK BENIN à FSG			
		196 000 590	144 560 000
Aval Prêt FINANCIAL BQ. à NASSIROU KABIR			
		326 311 278	227 100 000
Aval Prêt SGI ATLANTIQUE BOURSE à BACI/COBACI			
		3 500 000 000	3 500 000 000
Aval Prêt CBAO à @LINK			
		95 293 210	99 030 000
Aval Prêt BST à ICOTAF			
		400 000 000	466 288 000
Aval Prêt BOAD à SENELEC			
		2 389 969 497	3 488 040 000
Aval Prêt BICI BOURSE à SENELEC			
		6 562 500 000	0
Aval Prêt Emprunt CEB			
		3 000 000 000	3 000 000 000
Aval Prêt BOAD à CEB /NEPA			
		378 114 218	868 320 000
Aval Prêt Emprunt GTA-C2A			
		2 400 000 000	2 400 000 000
Aval Prêt BOAD à RNET			
		194 090 939	632 530 000
Aval Prêt BOAD à OPT			
			549 870 000
Aval Prêt ECOBANK CI à SIDEPA			
		2 000 000 000	0
Aval Prêt Emprunt CI TELECOM			
		1 666 666 700	1 666 666 700
Aval Prêt Emprunt SMB			
		1 400 000 000	1 000 000 000
Aval Prêt BETCI,BICICI,ECOBANK,OMNIFINANCE à AIT			
		3 000 000 000	0
Aval Prêt BOAD/CREDIT LYONNAIS à PCCI			
		1 512 854 182	1 398 476 000
Aval Prêt BOAD/CBAO à SATREC			
		2 755 199 859	2 384 510 000
Aval Prêt THOCOMAR			
		274 769 662	207 320 000

Aval Prêt CBAO à SONES	1 517 715 832	1 680 900 000
Aval Prêt ECOBANK à EROH	185 852 852	185 850 000
Aval Prêt BOAD à SBEE	398 202 685	372 920 000
Aval Prêt Emprunt TELECEL FASO	2 000 000 000	2 000 000 000
Aval Prêt BSIC à SOFITEX	1 079 592 404	815 080 000
Aval Prêt BACI à CAFCACI	400 000 000	857 730 000
Aval Prêt ECOBANK CI à COPALCI	1 000 000 000	808 000 000
Aval Prêt ECOBANK CI à Nouvelle SPROA	1 000 000 000	0
Aval Prêt BACI à CIN	500 000 000	272 520 000
Aval Prêt BOAD à SOTELMA	1 355 702 168	1 278 520 000

(en FCFA)

ENGAGEMENTS HORS BILAN (Suite)	MONTANTS NETS	
	Exercice 2005(PM)	Exercice 2006
Aval Prêt BOAD à SONITEL	280 957 322	1 462 670 000
Aval Prêt ECOBANK NIGER à CELTER NIGER	1 500 000 000	1 218 750 000
Aval Prêt FPE à SENBUS	400 000 000	0
Aval Prêt SGBS à SUNUAIR	107 302 410	137 600 000
Aval Prêt Emprunt PORT AUTONOME DAKAR	727 350 000	727 290 000
Aval Prêt CBAO à AFRICAMER	420 000 000	420 000 000
Aval Prêt BICIS à NSMTP	500 480 000	0
Aval Prêt BID à ATLANTIQUE TELECOM	3 279 785 000	3 279 800 000
Aval Prêt Emprunt CEB	3 000 000 000	3 000 000 000
Aval Prêt SGBBE/BSIC-B à CCEC	66 000 000	66 000 000
Aval Prêt Emprunt SIFCA	3 000 000 000	3 000 000 000
Aval Prêt ECOBANK CI à SALMEX INT SA	500 000 000	505 310 000
Aval Prêt ECOBANK CI à COPALCI	560 000 000	410 090 000
Aval Prêt Pool Bancaire à AIT	3 500 000 000	3 000 000 000
Aval Prêt COBACI / BOA à CAFACI	3 000 000 000	3 000 000 000
Aval Prêt ECOBANK CI à Nouvelle SPROA	1 000 000 000	0
Aval Prêt Banque Locale à ICAR AGRO NEGOCE	500 000 000	328 310 000
Aval Prêt BFA à AIT	1 920 000 000	0
Aval Prêt BACI-ECOBANK à AGRIMEX	400 000 000	237 060 000
Aval Prêt BFA-ECOBANK CI à SIDEPA	3 000 000 000	3 000 000 000
Aval Prêt ECOBANK Niger à CNUT	138 999 998	104 240 000
Aval Prêt BSIC/FPE à SESNCDS	758 000 000	750 760 000
Aval Prêt BTCI à SONIPA	2 100 000 000	2 100 000 000
Aval Prêt Emprunt SENELEC		3 750 000 000
Aval Prêt SGBBE à MEDIA CONTACT		161 600 000
Aval Prêt Emprunt 4C		1 824 000 000
Aval Prêt BFA à Permis de conduire INTERFLEX		220 830 000
Aval Prêt OMNIFINANCE à CFOA		862 500 000
Aval Prêt BIS à KNDY		40 980 000
Aval Prêt SGBS à CORFITEX		765 380 000
Aval Prêt FORTIS BANQUE à PONT METALLIQUE		210 370 000
Aval Prrêt Emprunt ONATEL		4 376 920 000
Aval Prêt ECOBANK Sénég. à SENETEL		50 000 000
Aval Prêt BOAD à SENETEL		393 180 000
Aval Prêt BTCI à AIT		1 000 000 000
Aval Prêt ECOBANK à CONDICAF		1 033 050 000
Aval Prêt Emprunt MATFORCE		720 000 000
Aval Prêt COBACI à SYNERGIS		100 000 000

RAPPORT GENERAL

FONDS AFRICAIN DE GARANTIE ET DE COOPERATION ECONOMIQUE
(FAGACE)
 --*-*-*
RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2006

Monsieur le Président de l'Assemblée Générale des Actionnaires,
 Mesdames et Messieurs les Actionnaires,
 Monsieur le Directeur Général du FAGACE,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision N° 02/21/CA/FAGACE/05/COTONOU du 15 juillet 2005, de la 21^{ème} session de votre Conseil d'Administration, nous vous présentons notre rapport sur :

- l'audit des comptes annuels du Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique tels qu'ils sont joints au présent rapport, ainsi que le contrôle de la conformité de la comptabilité aux lois et règlements en vigueur,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi,

relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2006.

Les comptes ont été préparés par la Direction Générale. Notre responsabilité est, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels. Ces comptes font apparaître au bilan une situation nette de **FCFA 10 517 302 356**, y compris un résultat net bénéficiaire de l'exercice qui s'élève à **FCFA 116 469 039**.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nos travaux ont été effectués selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives et ne sont pas entachés de fausses déclarations.

Un audit consiste à examiner sur la base de sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans les comptes. Il consiste également à évaluer les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble.

Au terme de nos travaux, nous estimons que l'audit auquel nous avons procédé fournit une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2006 sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que la situation financière et du patrimoine du Fonds à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'existence des créances en souffrance. Cette situation est décrite au point 3.4 des notes complémentaires aux états financiers.

2. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux usages de la profession, à la vérification de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité de la Direction Générale. Nous n'avons pas d'observations à formuler.

Fait à Cotonou, le 14 mai 2007

Le Commissaire aux Comptes
CKA Audit & Conseil



Constant Kobiédéma AWESSO
Expert-Comptable Diplômé
Associé-Gérant

**FONDS AFRICAIN DE GARANTIE ET DE COOPERATION ECONOMIQUE
(FAGACE)**

*_*_*_*_*_*_*_*_*_*

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2006**

Monsieur le Président de l'Assemblée Générale des Actionnaires,
Mesdames et Messieurs les Actionnaires,
Monsieur le Directeur Général du FAGACE,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision N° 02/21/CA/FAGACE/05/COTONOU du 15 juillet 2005, de la 21^{ème} session de votre Conseil d'Administration, et conformément aux usages de notre profession, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport spécial sur les conventions réglementées ou interdites ayant produit des effets au cours de l'exercice 2006 ou antérieurement.

Nous n'avons pas été avisés de conventions de cette nature conclues sur l'exercice 2006.

Fait à Cotonou, le 14 mai 2007

Le Commissaire aux Comptes
CKA Audit & Conseil



Constant Kobiédéma AWESSO
Expert Comptable Diplômé
Associé-Gérant

